

En attendant les négociations ... Birindwa gouverne !

Y aller ou ne pas aller ? La marche forcée vers des négociations franches et transparentes entre la mouvance présidentielle et l'opposition radicale vient d'être entamée. Avec moins d'optimisme et d'espoir de part et d'autre !

La rencontre entre Mobutu et les 15 membres de la délégation de l'opposition radicale conduite par M. Mbangula Malumba du PDSC, le 21 mai dernier à Gbadolite, confirme que le dialogue a repris en attendant les négociations. Rien n'indique que cela pourra aboutir rapidement à un résultat concret. Quand bien même Mgr Monsengwo, président du HCR, estimait au micro de RFI qu'il "fallait une solution concertée à partir des décisions de la CNS". Il s'agit, d'après lui, d'examiner le profil du Premier ministre tel qu'il doit être et dans son action et dans ses qualités ; de voir dans quelle mesure certaines lacunes peuvent être corrigées. Pour le président du HCR, "on pourrait prendre le même Premier ministre en mettant des garde-fous pour que son action soit efficace et nous amène à la non-conflictualité que l'on recherche. Cela peut, dira le prélat, être aussi une solution qui irait dans le sens d'une fusion, ou encore du choix d'un troisième homme.

Deux logiques opposées

Pour le président Mobutu et sa famille politique, le dialogue entamé ne doit pas conduire au renversement du gouvernement issu du Conclave. Dialogue avec l'opposition équivalant à l'amener à prendre en compte le cabinet Birindwa, quitte à négocier les échéances électorales. L'Union sacrée de l'opposition estime, quant à elle, qu'il n'est pas question de dialoguer avec Mobutu mais de négocier sur l'essentiel des acquis de la CNS. Notamment sur le partage équitable du pouvoir entre le Chef de l'Etat, le HCR et le gouvernement Tshisekedi de manière à faire des concessions sur la révision de l'Acte de transition. Toutefois, le premier geste de Mobutu devrait être la révocation du gouvernement Birindwa.

Bien sûr, quelques préalables devraient déblayer le terrain des négociations. Notamment :

- La libération de 17 politiciens et

journalistes encore détenus par les services de sécurité ; ces détenus ont entamé une grève de la faim.

- la réouverture du Palais du peuple, siège du Haut Conseil de la République ;
- l'ouverture des médias officiels (radio et télévision) à l'opposition.

Aller aux élections les poches pleines

Ainsi donc, deux logiques s'affrontent. L'une dominée par la thèse du Conclave de Kinshasa. L'autre marquée par les leçons tirées de la CNS. C'est dire que la bataille et le jeu des concessions ne font que commencer. Le moins que l'on puisse affirmer est que la classe politique, à court d'idées, cherche à gérer la chose publique afin d'aller aux élections les poches pleines. Nous estimons qu'il n'est pas encore trop tard pour qu'elle s'accorde sur l'organisation des élections dans la vision de la CNS en se mettant vite d'accord sur la composition de la Commission électorale. L'équilibre politique est encore rompu après le Conclave en faveur de Mobutu et de sa famille politique. Qui ont réussi même à diviser l'Union sacrée radicale en nommant Birindwa Premier ministre.

La base de Birindwa attend !

La base de ce dernier est dès lors piégée ! En dépit du voyage des ténors de l'opposition radicale du Sud-Kivu à Kinshasa, MM. Magabe et Biringanine, tous deux de l'UDPS, n'ont pas pu lever le coin de voile sur le séjour kinois. Au contraire, la confusion persiste. Ceux regroupés dans "BBC-Carrefour" restent intraitables : il faut des précisions. A dire vrai, le Premier ministre Birindwa n'est pas totalement désavoué au Sud-Kivu, en dépit de quelques bavures de ses lieutenants restés au front de Bukavu !

On le sait, le voyage de MM. Magabe

et Biringanine à Kinshasa est interprété de plusieurs manières. Surtout qu'ils avaient soutenu Birindwa sur Télé-Zaïre. Tout en le désavouant ici à la base des leur retour, par un communiqué remis à la presse (lire également l'interview du professeur Magabe en page 11) ! Le confrère kinois "La Référence Plus" du 13 mai fustige le "vagabondage politique" de nos leaders qualifiés, des colosses aux pieds d'argile qui ne sont que des "girouettes". Ajouter à cela, l'incident malheureux du 23 mai à Bagira où M Biringanine était copieusement tabassé par sa "base", habituée à la violence (verbale et physique). Voilà le résultat de l'inculture, de l'intolérance et de la cécité politique. Un "effet boomerang" à faire réfléchir nos politiciens habitués à la violence.

En attendant, Birindwa gouverne

En attendant la fin des négociations, le Sud-Kivu attend que son fils, hissé au pouvoir par le Conclave politique, pose des actes palpables. Du reste il sera jugé aux actes. Sinon, il couvrira le Sud-Kivu d'une honte indélébile ! Pour cela, il peut s'inspirer de plusieurs "mémo" que la Société civile et les partis politiques lui ont adressés. Lesquels résument les préoccupations des Sud-kivutiens dont la classe politique chante à hue et à dia que Birindwa est "mouvancier" mais le soutient fermement dans les cercles restreints. Par exemple celui du CCB (Cercle culturel des Bashi) dont les ramifications ont atteint Kinshasa. Même la radicale Société civile qui a mis de l'eau dans son vin, se range dans la logique du soutien implicite de Birindwa.

Que veulent les Sud-kivutiens ?

- L'approvisionnement des entreprises en liquidités et la réhabilitation du secteur bancaire. En effet, cela permettra de restaurer la confiance à l'égard de la monnaie scripturale. Elle rétablira à court terme la demande solvable à son niveau réel et permettra aux entreprises la possibilité d'écouler leurs produits. Il faudra également assurer mensuellement la paie des salaires des militaires et des fonctionnaires de l'Etat y compris les enseignants et le personnel médical émergeant du budget de l'Etat.
- L'allongement de la piste de Kavumu dont les travaux estimés à 2 millions de dollars US ont débuté et pourraient prendre fin d'ici le 30 juin 1993.
- L'asphaltage et/ou la réhabilitation de 3 axes routiers stratégiques de la région. A savoir : Bukavu-Nyangezi-Kamanyola, Bukavu-Shabunda et Bukavu-Hombo-Walikale-Kisangani. Enfin, le Sud-Kivu politique souhaite également la réhabilitation de la voirie de Bukavu.

Eyenga Sana

Le procès Nyamwisi se termine dans le "loyenge"

Qui est l'assassin de Nyamwisi finalement ? Le Nepa qui a comparu en prévenu ou un des soldats venus en témoins ? Et si c'est vraiment le caporal Nepa, ce n'est pas celui dont le doigt s'est glissé imprudemment sur la gâchette alors qu'il tentait avec les autres gendarmes de désarmer le gardien de paix Vunguvungu de la Garde civile chargé "inadministrativement" avec Kanzaku de la garde rapprochée de Nyamwisi alors qu'ils avaient été réquisitionnés sous prétexte de servir de gardes du corps du gouverneur Kalumbo Mbogho pour une tournée à Beni. Le crime a eu lieu à Butembo le 5 janvier 1993, le procès vient de se tenir à Goma le 25 mai et le jugement intervenu le même jour. L'information n'a peut-être pas bien circulé mais personne ne croyait en l'objectivité du procès. Plusieurs présumés qu'il se terminerait par un acquittement, une sorte de non-lieu. Et, suspicion aidant, personne n'aurait d'ailleurs cru à une peine plus sévère tellement il se raconte des cas de militaires condamnés mais relâchés après transfert suivi de mutation. Mais alors que penser des fameux 15 mois de SPP infligés au caporal Nepa ?

Est-ce le reflet des débats et des témoignages recueillis ? Nepa, l'assassin présumé ne pouvait-il être que la piste unique ? Et même si d'autres s'exhumaient, y a-t-il eu une volonté de les scruter ? Tout, en somme, a apporté une première réponse à ceux des assistants qui étaient déjà convaincus que le meurtre de Nyamwisi était un crime parfait. Tué "proprement" dans ce que les militaires comparaissent se plaisaient à nommer le "loyenge".

Cela arrive que les témoins et surtout les accusés se rétractent après avoir signé les PV de l'instruction préparatoire. Mais comment expliquer qu'au-delà des rétractations, le Conseil de guerre supérieur n'ait retenu que la version d'une seule balle tirée ? Pourtant le Ministère public s'efforçait à prouver que cette unique balle n'était pas partie d'un fusil "FA" porté par Vunguvungu. Mais plutôt d'un "Fal" ou "Faliot" détenus par les gendarmes, à en croire certaines oreilles militaires que la défense a disqualifiées comme si cette gendarmerie n'était constituée que des néophytes alors que tout le monde voit des "GD" de nos jours avec des fusils à bout de bras ou en bandoulière.

"Ne tirez pas, ne tirez pas !" a déclaré

avoir crié de loin le témoin le plus gradé, un lieutenant. L'a-t-il crié à des gens qui se disputaient une arme ou à un tireur déterminé à en finir avec la bête noire des militaires ? Pourquoi le conseil de guerre ne lui a-t-il pas demandé expressément de justifier cet alarme ? En plein "loyenge", toute la cinquantaine de gendarmes ne s'est pas abattue sur le "GC" Vunguvungu, lui qui n'a pas voulu céder son arme alors que son collègue Kanzaku ne voulait risquer aucune égratignure.

Une balle perdue ne pourrait pas justifier l'imprudence de Nyamwisi. Pourquoi cet acharnement révélé par le témoin caporal Safari qui, comme le caporal Muzi, ont parlé de concert de tirs. Le bidon d'essence à bout de bras du sergent Kitete explique un acharnement. La préméditation, doit-elle dater de siècles, d'années, des mois et des jours ? L'homme est tombé. Le caporal Bahati et Katompa ont procédé, témoigne Safari, à la fouille... L'adjudant Alambui, le témoin "S2" de l'unité, ne s'est pas embarrassé outre mesure de collecter le renseignement. Lui-même était semblé-t-il en retrait dans un couloir d'où il a entendu un "FA". Il a repris le chemin du camp sans prendre l'initiative de recueillir les premiers éléments de l'enquête. L'arme de Kanzaku a été récupérée chez le sergent Kitete, sentant la poudre, le même jour. Elle ne pouvait servir puisque Kanzaku, lui, avait choisi de mettre spontanément les mains en l'air, de déposer son arme. Dans le "loyenge", comment a-t-on utilisé cette arme ? Et Vunguvungu qui ne reconnaît pas avoir vu Nepa dans la cohue qui tentait de le désarmer. Ne reconnaissant que le caporal Bila à qui il avait cédé son arme si chère et précieuse. Le témoignage de Bila est sujet à caution.

L'adjudant Kibula devait sauver le président DCF/Butembo mais pourquoi le vice-président national (même en disgrâce dans son parti) devait-il périr ? Pouvait-il être sauvé alors que l'armée était dans une chasse à l'homme contre ce parti qui organisait la charria ? Pourquoi le président Nyamwisi devait-il mourir en quelques fractions de secondes si personne ne l'attendait ? Et si tout est arrivé par imprudence, pourquoi Nyamwisi, lui que les témoins présentaient comme despote qui versait sa bile et se dandinait devant les militaires, pourquoi est-il mort les bras en l'air ?

Kahindo M. Tsongo

Biringanine à la barre

Faut-il juger et même condamner M. Jean-Pierre Biringanine, membre du comité national de l'UDPS ? On le sait, il était tabassé le soir du 23 mai dernier à Bagira (lire fac-similé de sa déclaration en page 11). Le doigt accusateur est pointé vers "BBC-Carrefour". Par le gouverneur Kyombwa. Qui a reçu ses membres. Ces derniers nient ces assertions. Les membres de "BBC-Carrefour" sont contre la violence et l'intolérance. Mais Biringanine a passé sous les fourches caudines. Sentence d'un jugement sommaire d'un groupe des badauds en délire contre un homme qui avait une fiévreuse envie de se battre sur l'échiquier politique local. Effet de boomerang, disaient les uns. Biringanine ne méritait pas un tel opprobre, affirmaient les autres. Pour l'homme de la rue qui "cherchait" la peau de Biringanine, ce dernier a mérité sa correction. Puisqu'il cultivait la violence et l'intolérance dans tous ses discours politiques. La rue, une autre face de cette oruelle démocratie, a tranché net, comme un coupeur ! Mais Biringanine a le coeur gros. Il a pardonné ses bourreaux. Au nom de la vraie démocratie. Celle qui privilégie la liberté, la tolérance et le combat d'idées. C'est pourquoi, nous publions cette lettre de M. Biringanine adressée à JUA.

Cher Jua,
A propos de l'agression dont j'ai été victime à Bagira le 23 mai 1993, certaines malignes et méchantes langues s'efforcent à faire croire que je qualifie les personnes qui m'ont "miraculeusement" sauvé la vie des complices à mes agresseurs alors que ma famille socio-politique et moi-même reconnaissons à juste titre l'intervention providentielle de ces compatriotes et leur garantissons de notre profonde gratitude.

Ces velléités de nature à susciter des conflits et confrontations ethno-tribaux pour des fins médiatiques aux visées politiciennes me poussent à croire aux propos qui font état de ce que cet attentat

classiquement orchestré a été commandité loin de Bagira et même de Bukavu.

J'implore le Très Haut pour qu'il pardonne ceux qui involontairement allaient commettre un meurtre odieux sans en connaître les tenants et les aboutissants.

Je ne porte plainte contre personne de peur qu'en politicien je ne verse dans l'arbitraire et qu'en chrétien je ne pêche par vengeance surtout contre des innocents. Que Dieu assiste les justes et pardonne les méchants.

Bukavu, le 1er mai 1993

Jean Pierre Biringanine
UDPS/Comité national

"Coq matin" s'est tu Manengu de l'OZRT est mort

Léon Manengu Bimbu s'en est allé le 26 mai 1993 en plein après-midi. Un mercredi. A trois heures (15 h). Sous un soleil de plomb. Comme un grand. En silence. Dans le respect.

Dans les prières et les larmes étouffées des siens et de tout Bukavu journalistique. Qui pleuraient leur héros. Rendait ainsi hommage à une carrière journalistique riche et intense d'un homme dont la diction était devenue un cas d'école auprès des jeunes. Leur modèle. Que le Tout Puissant leur a enlevé à tout jamais, sans prévenir.

C'est cette impuissance des humains de ne point savoir s'opposer à la volonté divine qui révolte quand l'on voit ce qu'on a de meilleur s'éteindre.

Quand chaque jour, on a réveillé (Manengu a longtemps animé "Coq matin", une émission matinale de six heures), animé, divertit, formé et informé les auditeurs, l'opinion se prend à penser qu'elle a affaire à un incroyable, à un immortel.

Immortelle sera de toute façon cette pensée pieuse qu'on aura envers Léon. Inoubliable restera ce souvenir de ses laborieuses séances de travail de la sous-commission de l'audio-visuel de la CNS que Manengu présidait avec beaucoup de compétence, dans l'admiration de tous.

Pourtant, il se savait déjà malade. Mais sa détermination, à bien accomplir un travail parfait semblait plus le préoccuper que sa maladie. Comme s'il livrait la dernière bataille de sa vie de journaliste émérite : celle de léguer à la postérité et à la nation zaïroise un ordre nouveau de l'information et de la communication. La nation pourra-t-elle se le rappeler ? Faute de pouvoir s'occuper de ses veuve et orphelins ? Qui disait que les Journalistes vivaient dans la gloire, mais se cachaient toujours pour mourir.

Adieu vieil ami, adieu vieux confrère !



Mutiri - wa - Bashari